

23 septembre 2011

Communiqué de presse

G20 Finance et développement à Washington,

Le CCFD-Terre Solidaire appelle les pays membres à ne pas abandonner la lutte contre l'évasion fiscale des multinationales dans les pays du Sud.

Les ministres des pays du G20 en charge du développement et des finances se réunissent à Washington ce vendredi 23 septembre. Objectif affiché : proposer une vision conjointe et un plan d'action concret pour répondre aux défis des pays du Sud.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, tout plan d'action en faveur du développement doit passer par une volonté forte de permettre aux pays du Sud de mobiliser leurs ressources domestiques. La lutte contre l'évasion fiscale des multinationales, qui chaque année prive ces pays de 125 milliards d'euros de recettes fiscales, doit être une priorité absolue. A quelques heures de l'ouverture de la conférence dont les conclusions seront reversées aux négociations du G20 de Cannes, le CCFD-Terre Solidaire craint que ce point « clé » soit pourtant absent des négociations.

Les pays du Sud paient le prix fort de l'évasion fiscale. Chaque année, ce sont environ 800 milliards d'euros qui s'évadent de ces pays vers les paradis fiscaux, engendrant un manque à gagner en recettes fiscales colossal. Une injustice qui prive les pays les plus pauvres des ressources nécessaires au financement de leurs politiques publiques. Alors que le G20, au sein notamment du Groupe de travail Développement, avait sensiblement avancé ces derniers mois sur cette question cruciale, le CCFD-Terre Solidaire appelle les Ministres réunis à Washington à poursuivre cette dynamique et à faire preuve de volonté politique en s'engageant à :

- Mettre en œuvre des mesures contraignantes de transparence sur le montant des impôts payés dans chaque pays par les industries extractives (en s'inspirant notamment de la loi américaine Dodd Franck),
- Au-delà du secteur extractif, inscrire à l'agenda le reporting pays par pays complet et concernant l'ensemble des entreprises multinationales, pour lutter contre l'évasion fiscale,
- Renforcer les administrations fiscales dans les pays en développement à partir des priorités fixées par ces mêmes pays du Sud,
- Promouvoir la Convention multilatérale « OCDE/Conseil de l'Europe » et exiger des paradis fiscaux qu'ils y participent afin de permettre aux pays du Sud de bénéficier des progrès en matière de transparence.

Contact-presse : Nathalie Perramon – 01 44 82 80 67 / 06 82 85 28 82
n.perramon@ccfd.asso.fr - ccfd-terresolidaire.org / campagne « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux » / aidonslargent.org